Burundi : l’opposition dénonce assassinats et emprisonnements politiques

@rib News, 01/07/2010Mot liminaire de la confÃ©rence de presse tenue par la coalition ADC-IKIBIRI en date du 30 juin 2010 Ã BujumburaThÃ¨me centralÂ : DÃ©nonciation des massacres et assassinats politiques commis sous couvert de simulacres Ã©lectoraux1)Â Â Â Contexte gÃ©nÃ©ralCe lundi 28 juin 2010, la CENI, en collaborationÂ avec le rÃ©gime CNDD-
dont elle est aux yeux de tous devenu Porte-parole, a organisÃ© un simulacre dâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle, au cours de laquelle les Burundais Ã©taient appelÃ©s Ã se prononcer contre ou pour le PrÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã sa propre succession. Ce simulacre dâ€™Ã©lection a Ã©tÃ© organisÃ© alors que la coalition ADC-IKIBIRI avait indiquÃ© que ce process
inconstitutionnel et illÃ©gal. Cette tragi-comÃ©die politique se renforce dans le pays par des actes de massacres, dâ€™assassinats et dâ€™emprisonnements politiques commis sous couvert de des deux simulacres Ã©lectoraux, les Commun
et la PrÃ©sidentielle.
En effet, plusieurs personnes, membres des partis politiques formant la coalition ADC-IKIBIRI, ont Ã©tÃ© la cible de massacres groupÃ©s ou dâ€™assassinats, afin de les faire taire dÃ©finitivement. Pendant ce temps, plusieurs personnes continuent Ã Ãªtre arrÃªtÃ©es et emprisonnÃ©es sous divers prÃ©textes fallacieux.En organisant cette confÃ©rence de presse
notre intention nâ€™est pas dâ€™Ã©valuer la tragi-comique Ã©lection prÃ©sidentielle, dont, du reste, la coalition ADC-IKIBIRI indiquÃ© quâ€™elle ne reconnaÃ®tra jamais les rÃ©sultatsÂ puisque illÃ©gale et anticonstitutionnelle.Notre propos vise Ã dÃ©
publiquement les graves violations des droits de lâ€™homme qui sont en train dâ€™Ãªtre commises par le pouvoir en place sou
le couvert de protection dâ€™un honteux processus Ã©lectoral, dont les rÃ©sultats sont toujours connus dâ€™avance. Il sied b
parler de simulacres Ã©lectoraux pour effectivement diverses raisonsÂ :a)Â Â Â Â La coalition ADCâ€“IKIBIRI a dÃ©jÃ dÃ©mo
clairement lâ€™inconstitutionnalitÃ© de ce simulacre dâ€™Ã©lections prÃ©sidentielles dont, en effet, nulle procÃ©dure lÃ©gale
mentionnÃ©e ni dans la Constitution, ni dans le Code Ã©lectoral ;b)Â Â Â Â Lâ€™illÃ©galitÃ© de ce simulacre dâ€™Ã©lection
publiquement par le PrÃ©sident de la CENI, Monsieur Pierre Claver NDAYICARIYE, qui, au cours de toute la journÃ©e de lundi pendant le scrutin, a plusieurs fois donnÃ© des ordres procÃ©duraux dâ€™Ã©lection sur les voies des ondes, ordres qui n
sont mentionnÃ©s nulle part dans la Constitution ou dans le code Ã©lectoral. Ces ordres ont plongÃ© les agents des bureaux de vote dans le dÃ©sordre total.c)Â Â Â Â La CENI a dÃ» reconnaÃ®tre que les formes dâ€™isoloirs utilisÃ©s pendant les Ã©l
communales Ã©taient illÃ©gales puisque ne permettant pas le secret du vote, et a dÃ» procÃ©der Ã la correction de ces irrÃ©gularitÃ©s. Cependant, elle avait oubliÃ© de constater quâ€™une enveloppe contenant un bulletin de vote, surtout blanche
est tout Ã fait distinguable Ã lâ€™Å“il nuÃ par rapport Ã une enveloppe blanche videÂ car trop transparente ; le secret de vote
dans ce cas nâ€™Ã©tait quâ€™un secret de polichinelle. d)Â Â Â Â Le PrÃ©sident de la CENI a indiquÃ© dans ses dÃ©clarati
voies des ondes les mÃ©thodes de dÃ©pouillement des enveloppes vides, lesquelles mÃ©thodes ne sont prÃ©vues nulle part dans les textes lÃ©gaux. Ceci fut bien entendu une raison de confusion au niveau de plusieurs bureaux de vote qui nâ€™y comprenaient plus rien. Curieusement, suite Ã ces nouvelles mÃ©thodes, la prÃ©tendue Ã©lection prÃ©sidentielle a pu dÃ©ga
des voix nulles qui nâ€™Ã©taient jamais apparues lors dus scrutin communal, sans que lâ€™on sache exactement ce qui est considÃ©rÃ© comme nul ou pas.e)Â Â Â Â La CENI a bien diffusÃ© des rÃ©sultats de participation issus des bureaux de vote
presque tout le pays par lâ€™intermÃ©diaire des voies des ondes. Ces rÃ©sultants indiquaient bien que la moyenne de participation au scrutin variaient de 10 Ã 30% et rarement Ã 50% suivant les communes et les provinces. Ces rÃ©sultats sont restÃ©s tels que jusque dans lâ€™aprÃ¨s-midi Ã 14 heures. A ce moment, il nâ€™y avait plus de votants sur les bureaux
vote, et on nâ€™en attendait plus depuis belle lurette. Par quel miracle, Ã moins de deux heures, câ€™est-Ã -dire, de 14 h Ã 1
taux de participation qui variait entre 10 Ã 30% sâ€™est transformÃ© en 70% et 90% lors de lâ€™annonce des rÃ©sultats dans
soirÃ©e du mÃªme jour ? f)Â Â Â Â Â Pour expliquer le dÃ©sintÃ©rÃªt manifeste des candidats au vote, les adulateurs du pouv
avancÃ© le fait que les gens venaient Ã compte goÃ»te dans la matinÃ©e parce quâ€™ils Ã©taient dâ€™abord occupÃ©s par
champ. Lors des communales, les Ã©lecteurs ont Ã©tÃ© matinaux. On est en droit de se poser la question suivanteÂ : câ€™est
quel amour des travaux champÃªtre qui disparaÃ®t quand il sâ€™agit des communales pour ressurgir miraculeusement lors de
la prÃ©sidentiellesÂ ?Â g)Â Â Â Â Il sera trÃ¨s difficile si pas quasi impossible Ã nâ€™importe quel observateur national ou international de montrer que la participation qui Ã©tait trÃ¨s faible jusquâ€™aux heures de 14 heures sâ€™est subitement gonfl
jusquâ€™Ã doubler voire tripler dans les derniÃ¨res heures du scrutin, alors que tous les mÃ©dias annonÃ§aient le contraire. U
simple calcul arithmÃ©tique convaincrait nâ€™importe quel incrÃ©dule quâ€™il Ã©tait impossible de passer de 20% de particip
moyenne Ã plus de 50%Â enÂ moins de deux heures du scrutin, câ€™est-Ã -dire de 14h Ã 16hÂ !h)Â Â Â Â Dans plusieurs b
vote, il a Ã©tÃ© constatÃ© que les procÃ¨s verbaux avaient Ã©tÃ© remplis et prÃ© signÃ©s dâ€™avance avant mÃªme la tenu
prÃ©tendues Ã©lections. Câ€™Ã©tait le cas Ã Kinama et Ã Ngagara, et sÃ»rement dans dâ€™autres endroits. Notons quâ€™
sâ€™est vu lui intimer lâ€™ordre de signer quâ€™il ne dira pas ce quâ€™il a vuÂ !Â i)Â Â Â Â Â Â Partout dans le pays, les ag
documentation sont intervenus au grand jour dans les bureaux de vote pour donner leurs propres ordres de dÃ©pouillement qui ont Ã©tÃ© suivis, mÃ©langeant les bulletins de vote de lâ€™enveloppe noire et ceux de lâ€™enveloppe bla
CENI et les observateurs ne diront pas quâ€™ils nâ€™ont pas vu cela.j)Â Â Â Â Â Â Quand le PrÃ©sident de la CENI en conce
le Parti au pouvoir, dont il est de fait devenu Porte-parole, a constatÃ© que les mÃ©dias trouvaient ces irrÃ©gularitÃ©s tout Ã fa
volontaires et grotesques, il sâ€™est empressÃ© dâ€™empÃªcher aux mÃ©dias de diffuser les informations quâ€™ils constata
bureaux de voteÂ ; Pour cacher quoiÂ ? Le linge sale se lave en famille.k)Â Â Â Â La coalition ADC-IKIBIRI affirme que la CENI
en collaboration avec le pouvoir, dont il est de facto Porte-parole, ont encore une fois de plus manipulÃ© les prÃ©tendues Ã©lections et les dÃ©pouillements pour cette fois-ci augmenter dÃ©mesurÃ©ment le taux de participation et fausser en consÃ©quence tous les rÃ©sultats, en les gonflant grossiÃ¨rement au profit du seul candidat en compÃ©tition solitaire.Â l)Â Â Â
Un PrÃ©sident de la RÃ©publique mis en place par ces procÃ©dures rocambolesques ne peut Ãªtre quâ€™illÃ©gal et illÃ©gitim
nâ€™en sera jamais fier, ni le peuple non plus. Quand Ã la prÃ©tendue communautÃ© internationale, elle sâ€™en moque Ã©perdument. Et appelez tous vos amis vivants Ã lâ€™Ã©tranger ou les amis Ã©trangers si vous en avez, tous sont unanimes
dire que le Burundi vient de faire honte Ã lâ€™AfriqueÂ ! En une seule annÃ©e 2009, le pouvoir CNDD-FDD avait fait passer le
Burundi du 130Ã¨ au 160Ã¨ rang sur lâ€™Ã©chelle de la bonne gouvernance au niveau mondial, Ã cause de ces dirigeants les

plus corrompus que le Burundi ait connu. Avec ce qui vient de se passer, nous avons le regret de constater que le Burundi est classÃ© dernier sur lâ€™Ã©chelle de la dÃ©mocratie au niveau mondialÂ !2)Â Â Â Des massacres, assassinats et emprisonnements politiques sous couvert de simulacres Ã©lectoraux Se sentant lÃ©gitimÃ© non pas par le peuple, mais par les dÃ©clarations trÃ¨s dangereuses dâ€™une partie de la CommunautÃ© internationale prÃ©sente Ã Bujumbura, et sous prÃ© de protÃ©ger lesÂ simulacres Ã©lectoraux en cours, le rÃ©gime a entrepris depuis quelques jours un vaste mouvement de violations massives des droits de lâ€™homme dont sont victimes les membres des Partis formant la coalition ADC-IKIBIRI comme en tÃ©moignent les faits qui suivent : a)Â Â Â Â Plusieurs militants du MSD, du FNL, de lâ€™UPDÂ et bien dâ€™autre membres de lâ€™Alliance ont Ã©tÃ© assassinÃ©s en groupes ou pris isolement par des policiers sous les ordres du pouvoir en place. Dans un laps de temps ne dÃ©passant pas un 15 jours, plus dâ€™une quinzaine de victimes ont Ã©tÃ© recensÃ©es.b)Â Plusieurs dirigeants et militants du FRODEBU, du FNL, du MSD et de lâ€™UPD ont Ã©tÃ© emprisonnÃ©s sous divers prÃ©tex fallacieux, sans aucune raison apparente. Dâ€™autres subissent rÃ©guliÃ¨rement des menaces de mort, dâ€™emprisonnemen la part des agents du Parti au pouvoir, sous prÃ©texte quâ€™ils nâ€™ont pas Ã©lu le CNDD-FDD. A moins dâ€™un mois, plus centaine de militants ont subi ce sort, uniquement pour les priver de leur libertÃ© de circulation ou pour les faire disparaÃ®tre dÃ©finitivement, sous le couvert complaisant du pouvoir en place et des prÃ©tendus observateurs internationaux, qui nâ€™ont dans leur cahier des charges cette phrases ridicule que lâ€™on entend jamais dans les dÃ©mocrat occidentalesÂ :Â Â«Â Les Ã©lections ont Ã©tÃ© entachÃ©es de quelques irrÃ©gularitÃ©s qui ne sont pas de nature Ã remettr cause les rÃ©sultatsÂ Â»c)Â Â Â Â Beaucoup de citoyens se sentant menacÃ©s dangereusement par ce plan diabolique du pouvoir en place sont en train de fuir le pays. Et pourtant, le pouvoir en place appuyÃ© par une partie de la communautÃ© internationale inconsciente de la gravitÃ© de la situation, continue Ã clamer trÃ¨s haut que la sÃ©curitÃ© est totale au cours de cette pÃ©riode Ã©lectorale.d)Â Â Â Â Les reprÃ©sentants de lâ€™Eglise catholique, tant respectÃ©s par le peuple, sont en tra tomber dans la tragÃ©die, comme malheureusement câ€™a Ã©tÃ© toujours le cas pour les diffÃ©rentes tragÃ©dies quâ€™a c Burundi. En effet, comment comprendre quâ€™ils osent dÃ©clarer en pleine messe que les citoyens qui ne se prÃ©senteront pas au vote seront punis sÃ©vÃ¨rement ? Ne pas voter est un droit le plus absolu de tout citoyen burundais, et les prÃªtres qui font le relais des messages dâ€™intimidation du parti au pouvoir ne lâ€™ignorent pas. Cette position tendancieuse de lâ€™ dans les affaires politiques est de nature Ã diviser le peuple burundais.3)Â Â Â ConclusionPour tous ces faits dÃ©crits ci-haut, la coalition ADC-IKIBIRI porte Ã la connaissance de tout le peuple burundais et Ã la CommunautÃ© internationale ce qui suitÂ :1)Â Â Â Â La coalition ADC-IKIBIRI rÃ©itÃ¨re sa position quâ€™elle ne reconnaÃ®tra jamais un prÃ©tendu PrÃ©sident d RÃ©publique, illÃ©gal et illÃ©gitime, mis en place par ces simulacres Ã©lectoraux anticonstitutionnels et illÃ©gaux qui sont en train dâ€™Ãªtre mis en avant par laÂ CENI et le Parti au pouvoir.2)Â Â Â Â La coalition ADC-IKIBIRI dÃ©nonce publiquement l massacres, assassinats et emprisonnements politiques, commis sous couvert de simulacres Ã©lectoraux dont se rend coupable le pouvoir en place. Elle se rÃ©serve le droit de faire lâ€™inventaire de tous ces massacres et autres graves violations pour les porter devant les juridictions nationales et internationales compÃ©tentes, dâ€™autant plus que les auteurs, dont principalement les agents de la documentation rÃ©pondant directement aux ordres de la prÃ©sidence de la RÃ©publique sont connus du public.3)Â Â Â Â Lâ€™ADC-IKIBIRI lance un appel de plus Ã toute la CommunautÃ© Internationale pour quâ€™ arrÃªte dÃ©finitivement de soutenir ces montages Ã©lectoraux anticonstitutionnels et illÃ©gaux qui sont en train de dÃ©gÃ©nÃ© dans une tragi-comÃ©die Ã travers laquelle des citoyens burundais sont en train dâ€™Ãªtre assassinÃ©s et emprisonnÃ©s.4)Â Lâ€™ADC-IKIBIRI lance un appel Ã la nation entiÃ¨re dans toutes ses composantes, simples citoyens, dirigeants, sociÃ©tÃ© civile, confessions religieuses, etc. pour quâ€™elleÂ sorte de sa torpeur, et refuse de permettre la destruction de la Nation. 5)Â Â Â Â La coalition ADC-Ikibiri prend acte la pÃ©riode intÃ©rimaire dans laquelle nous venons dâ€™entrer. En effet, le man prÃ©sidentiel sâ€™Ã©tant achevÃ© le 28 juin et quâ€™il y a eu rÃ©fÃ©rendum et non Ã©lection, lequel rÃ©fÃ©rendum nâ€™ notre constitution, nous considÃ©rons que le post de PrÃ©sident est vaquant, jusquâ€™au jour oÃ¹ il y aura Ã©lection.6)Â Â Â Ã©tant, attachÃ©s aux idÃ©aux de la paix et considÃ©rant que le pays ne doit pas basculer dans le chaos constitutionnel Ã cause des fautes commises par des dirigeants corrompus, criminels de carriÃ¨res, cyniques et inconscients, nous prenons acte de lâ€™Ã©tat intÃ©rimaire, et nous tendons la main au prÃ©sident intÃ©rimaire pour quâ€™ensemble nous discu lâ€™Ã©chÃ©ance de cet intÃ©rim et des modalitÃ©s pour des Ã©lections pour y mettre fin.7)Â Â Â Â Enfin, lâ€™ADC-IKIBIRI proposition de dialogue avec tous les partenaires politiques et sociaux burundais afin que le pays puisse sortir de cette impasse dans lequel il est malheureusement tombÃ© malgrÃ© lui.Fait Ã BUJUMBURA le 30 juin 2010Pour lâ€™Â Â«Â ADC-IKIBIRIÂ Â»Honorable Nyangoma LÃ©onardPorte-ParoleÂ